

COMMUNIQUE DE PRESSE du 07 juin 2022

Pas d'argent public sans égalité !

Plus que jamais, à l'aube de ce nouveau quinquennat et de cette nouvelle législature, les finances publiques se doivent d'être exemplaires. Elles orientent notre société quand elles financent la transition écologique (fiscalité énergétique, CITE), accompagnent la recherche (CIR) ou encore favorisent la compétitivité des entreprises (CICE). Mais aucun dispositif semblable n'existe en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes pour corriger les déséquilibres existants, qui sont même accentués par les choix budgétaires. A la veille des élections législatives, le HCE interpelle les pouvoirs publics sur les enjeux financiers qui sous-tendent les inégalités entre les femmes et les hommes et les exhorte à s'emparer de la question budgétaire pour donner une assise réelle à la poursuite de la grande cause du quinquennat.

Au cours de la crise du covid-19, par exemple, l'Etat a injecté près de 470 milliards d'euros dans l'économie, au titre du plan de soutien¹ soit près de 20% du PIB² ainsi que 100 milliards d'euros dans le cadre du plan de relance. Ces investissements ont été principalement orientés vers des secteurs industriels, techniques et numériques, en très grande majorité masculins. Si les femmes ont été en première ligne depuis le début de la crise sanitaire, elles semblent avoir été oubliées dans le cadre du plan de relance du gouvernement. Sur le plus long terme, les femmes sont à 70% souvent les premières impactées par la réduction tendancielle de la dépense publique.

Le HCE interpelle donc le gouvernement et les prochains membres de l'Assemblée nationale à réformer leur stratégie budgétaire pour donner une véritable assise à la grande cause et sortir de l'incantatoire. Pas un euro d'argent public ne doit être dépensé sans une contrepartie en matière d'égalité femmes-hommes ! Pour que les pouvoirs publics s'emparent du sujet, le HCE publie [un plaidoyer pour un financement public au service de l'égalité.](#)

Le plaidoyer du HCE repose sur trois axes d'engagement :

- 1- L'égaconditionnalité :** pas de financement public sans contrepartie en faveur de l'égalité femmes-hommes
- 2- Primes :** incitation financière à de meilleures pratiques
- 3- Budget sensible au genre :** mesurer l'impact de chaque ligne budgétaire sur les femmes et les hommes et corriger les déséquilibres

Egaconditionnalité, incitation, budget généré : à l'orée d'un second quinquennat dédié à la cause des femmes, voici les nouvelles pratiques proposées par le HCE pour un financement public qui soit *réellement* au service de l'égalité. Reste à nos responsables, quels qu'ils soient à l'issue des législatives, à s'engager sur ces chemins vers plus de justice envers les femmes. Après le Grenelle des Violences, un Grenelle des Finances ?

Contact presse : Juliana BRUNO, 06 09 14 43 06

¹ [\(Plan de soutien : 470 milliards d'euros pour protéger les entreprises et les salariés | Gouvernement.fr\)](#)

² [Calcul réalisé à partir de la valeur du PIB de 2019, soit 2,716 milliards d'euros \(source Banque Mondiale\)](#)